



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 23 MARS 2026**

modifiant les prescriptions applicables à la SCEA ROMAIN MARTIN, élevage de poules pondeuses à Hochfelden et portant la capacité maximale à 158 600 emplacements de poules pondeuses

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexé à l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 autorisant la SCEA ROMAIN MARTIN à exploiter un élevage de 150 160 poules pondeuses ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1er juin 2015 portant approbation du SAGE III Nappe Rhin révisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est ;
- VU** le dossier de réexamen IED transmis et complété par téléprocédure par la SCEA ROMAIN MARTIN entre le 11 mai 2021 et le 12 juillet 2022 ;

- VU** le dossier d'information transmis par la SCEA ROMAIN MARTIN le 13 novembre 2023 afin de compléter son réexamen IED et informant de modifications de son installation portant sur le mode d'élevage des poules, le traitement des effluents, et l'activité de fabrication d'aliments pour poules pondeuses ;
- VU** le dossier d'information transmis par la SCEA ROMAIN MARTIN le 4 décembre 2025 relatif à un projet de remise en service d'un bâtiment d'élevage de poules pondeuses sur son installation située à Hochfelden. ;
- VU** l'avis du favorable du service d'incendie et secours du Bas-Rhin sur les modifications prévues transmis en date du 8 janvier 2024 ;
- VU** l'avis de la direction départementale des territoires sur le dossier sus-mentionné en date du 11 janvier 2024 ; ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin du 2 mars 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que l'élevage de poules pondeuses de la SCEA ROMAIN MARTIN est titulaire d'une autorisation d'exploiter pour 150 160 places de poules pondeuses ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments transmis par téléprocédure et dans les deux dossiers d'information sus-mentionnés permettent de considérer le dossier de réexamen IED comme complet et recevable ;

**CONSIDÉRANT** que les dossiers d'informations sus-visés décrivent des modifications réalisées et en projet à savoir : l'installation d'un second séchoir à céréales, le transfert de la totalité des effluents vers une installation de méthanisation, la construction d'un nouveau silo à céréales, la modification du mode d'élevage des poules, la création de jardins d'hivers, l'installation de panneaux photovoltaïques, la création d'un appentis de stockage de matériel et la remise en service d'un ancien poulailler ;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'issue des différentes modifications, la capacité maximale du site est portée à 158 600 places, soit une augmentation de 5,55 % ;

**CONSIDÉRANT** que l'élevage cesse l'activité d'élevage de poules pondeuses en cage et modifie ses bâtiments pour de l'élevage en système alternatif ;

**CONSIDÉRANT** qu'après instruction des dossiers transmis, les modifications ne sont pas considérées comme substantielles telles que décrites par l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'issue de l'instruction et compte tenu des mesures prévues par l'exploitant, les modifications ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par les articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il apparaît toutefois nécessaire mettre à jour les prescriptions applicable à l'installation, en particulier du fait du risque incendie lié aux panneaux photovoltaïques

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,



## ARRÊTE

### TITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

#### **ARTICLE 1 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Le présent arrêté modifie l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 autorisant la SCEA ROMAIN MARTIN à exploiter un élevage de 150 160 poules pondeuses à Hochfelden.

#### **ARTICLE 1-1 : : NATURE ET LIMITES DES INSTALLATIONS**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé
3660	A IED	Élevage intensif de volailles de plus de 40 000 emplacements	Bâtiments d'élevage	>40 000	emplacements	M01 : 30 000 places M02 : 48 000 places M03 : 59 500 places M04 : 21 100 soit un total de 158 600 places
4718-2b	DC	Stockage en réservoir manufacturé de gaz inflammables liquéfiés	Citerne de gaz	>6 ; <50	tonnes	12,5 t
2910-A	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	Séchoir à céréales	Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance	5,112 MW

#### **Article 2.2 : Autres limites de l'autorisation**

Les installations sont exploitées conformément aux données techniques contenues dans les différents dossiers de mise à jour des informations relatives au fonctionnement de l'élevage de poules et des installations annexes (dont la fabrique d'aliments).

Elles se composent de (voir plan de masse en annexe 1) :

4 bâtiments d'élevage présentant les caractéristiques suivantes :

M01 – 30 000 places en volières, doté d'un tapis d'évacuation des fientes sous les perchoirs et d'un jardin d'hiver de 66 m de long et 7,4 m de large ;

M02 – 48 000 places en volières, doté d'un tapis d'évacuation des fientes sous les perchoirs et d'un jardin d'hiver de 78 m de long et 7,4 m de large ;

M03 – 59 500 places en volières, doté d'un tapis d'évacuation des fientes sous les perchoirs et de deux jardins d'hiver, respectivement de 84 m de long et 8,2 m de large et de 96 m de long et 4,7 m de large ;

M04 – 21 100 places en volières, doté d'un tapis d'évacuation des fientes sous les perchoirs ;

et les annexes suivantes :

- une fabrique d'aliments à la ferme, comportant notamment deux séchoirs à maïs d'une puissance thermique respective de 2200 th, soit un total de 5,112 MW ;
- un hall de stockage des céréales et de 3 silos de stockages ;
- un centre d'emballage d'œufs ;
- un hall de stockage du matériel agricole ;
- deux hangars de stockage des fientes (un pour les bâtiments M01 et M02 et un pour le bâtiment M03, les fientes du bâtiment M04 sont acheminées vers le site de méthanisation sans stockage intermédiaire) ;
- 4 cuves de stockage de carburant (une cuve enterrée de 5000L et 3 cuves de 1000L) ;
- une cuve de stockage de gaz (12,5 t) ;
- d'un appentis, adossé au second hangar de stockage des fientes, destiné au matériel agricole.
- d'installations photovoltaïques en toitures.

### **Article 2.3 : Consistance des installations autorisées**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

*Rythme d'activité* : l'activité d'élevage est continue tout au long de l'année.

*Organisation de l'élevage* :

L'élevage est organisé selon un cycle composé de plusieurs phases :

- la réception des poulettes prêtes à pondre (âge de 18 semaines) ;
- la production d'œufs durant une période théorique de 50 semaines ;
- le retrait de poules, vers 70 semaines d'âge, accompagné d'un nettoyage adéquat des bâtiments et d'un vide sanitaire.

L'aliment distribué automatiquement est fabriqué sur l'exploitation et comprend trois phases : entrée de ponte, mi-ponte, fin de ponte.

L'eau est distribuée par un système de goutte-à-goutte équipé de godets de récupération.

Les fientes produites en cours de bande récupérées sur des tapis sous chaque volière, le fumier curé en fin de bande et les eaux de nettoyages et de désinfection sont collectés et acheminés vers une installation de méthanisation titulaire des autorisations prévues par le Code de l'environnement et le Code rural et de la pêche maritime.

Les fientes et le fumier peuvent faire l'objet d'un stockage temporaire sur le site d'élevage, qui n'excède pas une semaine.

*Organisation du centre d'emballage d'œufs* :

Le centre de conditionnement d'œufs accueille la production acheminée des bâtiments d'élevage par des convoyeurs (tapis).»

Le plan évoqué dans cet article est disponible en annexe I du présent arrêté.

## **TITRE 2 – DISPOSITIONS TECHNIQUES**

### **ARTICLE 2-1 : PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

L'article 13.2 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« En plus des dispositions prévues par l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à l'installation, l'exploitant s'assure de disposer d'un débit de 270 m<sup>3</sup> /h pendant deux heures, le premier point d'eau étant situé à moins de 150m de chaque bâtiment à défendre.

À cet effet, il dispose notamment :

- du point d'eau incendie privé n°88601, situé au Sud-Ouest de M03, d'une capacité de 200 m<sup>3</sup> ;
- du point d'eau incendie privé n°88602, situé à l'est de M01, d'une capacité minimale de 250 m<sup>3</sup> et maximale de 400 m<sup>3</sup> ;
- d'un poteau incendie privé n°14141, situé au Sud-est du site, délivrant un débit de 50 m<sup>3</sup> /h.

Il s'assure que ces moyens sont fonctionnels aux capacités nominales indiquées, et ce en tout temps.  
Il tient à disposition de l'inspection les justificatifs correspondant.

#### Activité photovoltaïque :

L'ensemble de l'installation photovoltaïque est conçue, en matière de sécurité incendie, selon les préconisations du guide réalisé par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.

Cet objectif peut être atteint par l'une des dispositions suivantes (par ordre décroissant d'importance) :

- un arrêt d'urgence sera mis en place et positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque. Il sera piloté depuis une commande regroupée avec la mise hors-tension ;
- les câbles devront cheminer autant que possible en extérieur et pénétrer directement dans chaque local technique « onduleur » du bâtiment. À défaut, les câbles pourront cheminer à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et être placés dans un cheminement technique protégé. Ceux-ci devront avoir le même degré coupe-feu que le degré stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;
- les câbles pourront cheminer uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume sera situé à proximité immédiate des modules. Il ne sera accessible ni au public, ni au personnel ou aux occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume devra être stable au feu avec le même degré de stabilité au feu que le bâtiment ;
- les onduleurs peuvent être positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules ;
- lorsqu'il existe, le local onduleur devra être isolé par des parois de degré coupe-feu égal au degré de stabilité du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs est positionnée de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifié par un panneau inaltérable.

Un pictogramme inaltérable dédié au risque photovoltaïque est apposé à l'extérieur du bâtiment, à l'accès des secours, à l'accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque et sur les câbles DC tous les 5 mètres.

L'exploitant installe des coupe-circuits à sécurité positive au plus près des panneaux ou des membranes, pilotés à distance par une commande centralisée placée à proximité de l'accès des secours.»

#### **ARTICLE 2-2 : GESTION DES EFFLUENTS**

Compte tenu du transfert de la totalité des effluents vers une installation de méthanisation, l'article 17 et le titre E de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 sont abrogés.



### **TITRE 3 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVE**

#### **ARTICLE 3-1 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 3-2 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, il est procédé aux mesures de publicité suivantes :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 3-3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 3-4 : EXÉCUTION**

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,
- la SCEA ROMAIN MARTIN,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

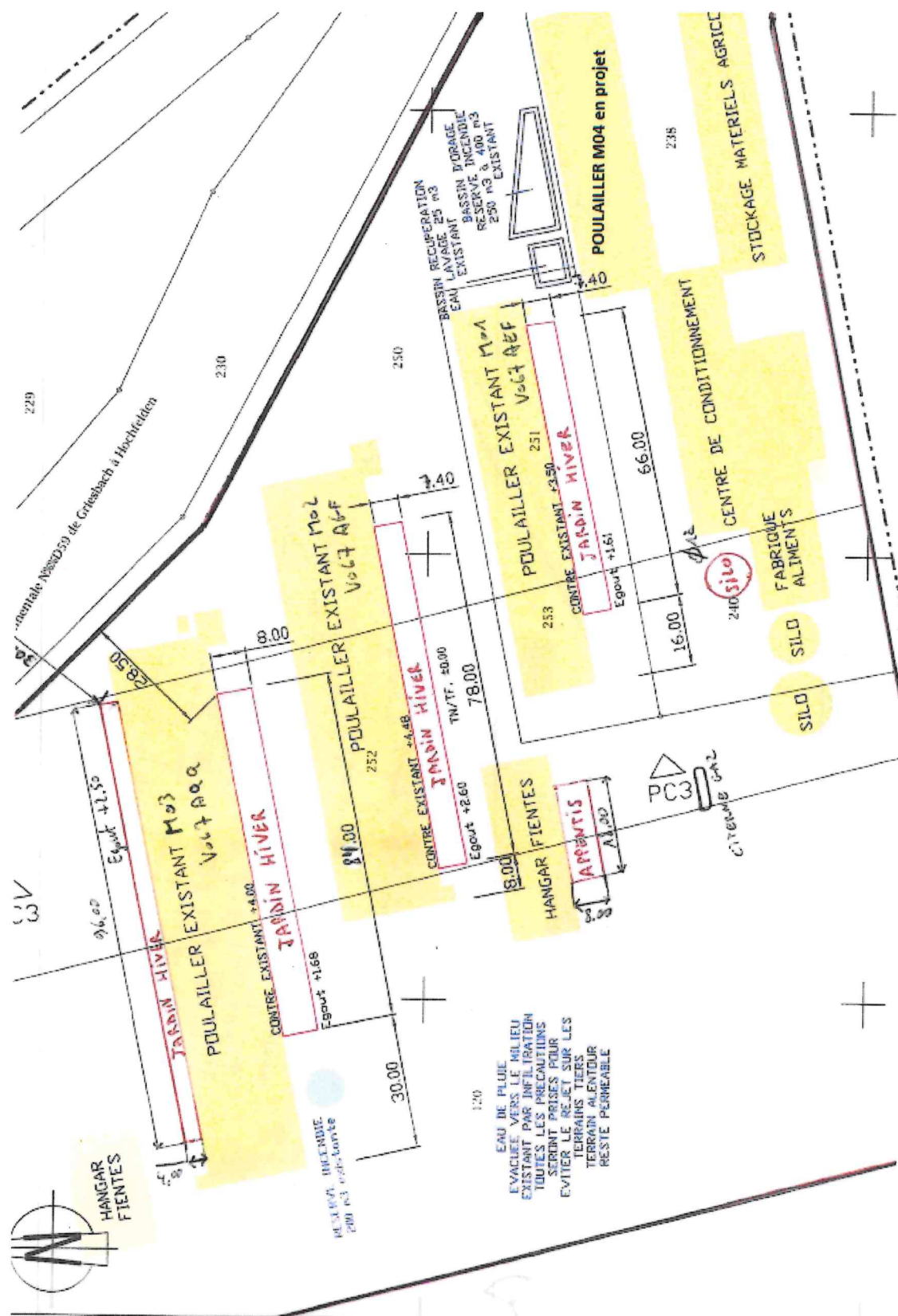
- à la sous-préfecture de l'arrondissement de Saverne,
- au maire de Hohefelden.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

# Annexe – Plans des installations



	PROFANEUX EXISTANTS	PROFANEUX EN PROFET
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		
31		
32		
33		
34		
35		
36		
37		
38		
39		
40		
41		
42		
43		
44		
45		
46		
47		
48		
49		
50		
51		
52		
53		
54		
55		
56		
57		
58		
59		
60		
61		
62		
63		
64		
65		
66		
67		
68		
69		
70		
71		
72		
73		
74		
75		
76		
77		
78		
79		
80		
81		
82		
83		
84		
85		
86		
87		
88		
89		
90		
91		
92		
93		
94		
95		
96		
97		
98		
99		
100		

